

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**  
**(8<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)**

---

AVENANT N° 19 *BIS* DU 12 OCTOBRE 2005  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
(BOURGOGNE)  
NOR : ASET0650244M  
IDCC : 1597

---

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne,

D'une part, et

La confédération générale du travail Force ouvrière, unions départementales de Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne ;

L'union régionale de Bourgogne CFTC ;

L'union régionale construction et bois Bourgogne CFDT ;

L'union régionale de la construction Bourgogne Franche-Comté CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne applicables à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## Article 2

Pour la région Bourgogne, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

*(En euros.)*

ZONE	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ DE TRAJET
Zone 1 A (0 à 5 kilomètres) ...	0,47	0,45
Zone 1 B (5 à 10 kilomètres) .	1,41	1,34
Zone 2 (10 à 20 kilomètres) ..	2,11	2,42
Zone 3 (20 à 30 kilomètres) ..	3,52	3,66
Zone 4 (30 à 40 kilomètres) ..	4,93	5,12
Zone 5 (40 à 50 kilomètres) ..	6,34	6,04

L'indemnité de repas est fixée à 8,10 € applicable conformément aux modalités prévues dans l'article 8.15 de la convention collective des entreprises de plus de 10 salariés.

## Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Côte-d'Or et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Dijon, le 12 octobre 2005.

*(Suivent les signatures.)*